

GROUPE DE PERFECTIONNEMENT SYSTEMIQUE

Les Interventions Systémiques Coopératives : Les règles de l'échange

L'Etat : ses dérives

L'Etat, c'est l'organisation des pouvoirs reposant sur une légitimité justifiée. De la démocratie électorale, populaire ou participative, en passant par la monarchie de droit divin, à la tyrannie, la dictature militaire ou prolétarienne, c'est toujours de rapports de forces qu'il s'agit : force des armes, des symboles, des croyances, des alliances, des intérêts... Forces contraires et contrariées qui s'affrontent. Il n'est pas certain que ce soit toujours le meilleur qui gagne, mais c'est certainement, à cet instant là, compte-tenu des éléments en présence, le plus fort.

Qui dit rapports de force et pouvoir dit nécessairement possibilité de violence et d'abus de pouvoir

La tendance de ceux qui disposent du pouvoir, c'est de vouloir le conserver, et celle de ceux qui le convoitent, c'est de vouloir le conquérir. Les uns comme les autres peuvent être tentés par l'idée que la fin justifie les moyens, l'efficacité devenant le premier critère, sinon l'unique.

L'Etat s'impose par la Loi. Le problème de son élaboration et de ses révisions se pose alors, ainsi que celui de la faire respecter.

Comment est-elle définie et adoptée ? S'applique-t-elle à tous ? De quelle manière ?

Toute organisation étatique implique une violence dite « légitime », qui, par le biais de procédures judiciaires reconnues se donne le droit de punir, un droit qui peut aller jusqu'à être droit de vie ou de mort.

Le but de l'Etat est de garantir l'unité d'un groupe social, et de maintenir des relations pacifiques entre ceux qu'il contient. De tout temps, l'acceptation de l'autorité est justifiée par la paix sociale promise : protection contre soumission.

Les dérives de l'Etat sont donc les dérives du pouvoir, et le non respect de ce pacte de protection, qui sous-entend une égalité de droits

(du moins dans les démocraties « modernes »).

La tendance des personnes au pouvoir, c'est de s'y maintenir. Et, éventuellement, grâce à lui, de renforcer leurs biens propres, leur fortune personnelle. De la caricature de certaines monarchies qui s'accaparent la plus grande part des revenus de leur pays aux avantages et privilèges que se votent les députés des démocraties « libérales », la tendance est toujours là, plus ou moins forte, plus ou moins évidentes.

Elle aboutit à ce que ceux qui sont censés travailler à l'égalité des chances forment au bout de quelques générations une « nomenklatura » qui truste pour son propre compte de nombreux avantages.

Ainsi, la proposition égalitaire initiale devient-elle son inverse : une caste de possédants enrichis qui jouit de toutes les libertés, et un prolétariat misérable et asservi.

Là encore, la logique de l'Etat, si elle se développe seule, sans rien pour la freiner, aboutit à l'inverse des valeurs proposées qui en fondent pourtant la légitimité.